

DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CNRS ET PROFESSEUR À L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES À PARIS

21/3/98

GHASSAN SALAMÉ:

"LA VISITE DE M. ANNAN AU LIBAN FACE À UN VÉRITABLE DILEMME"

(DE NOTRE CORRESPONDANTE À PARIS - MARIE BTEICHE)

Ghassan Salamé est, depuis 1986, directeur de recherche au CNRS (CERI) et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

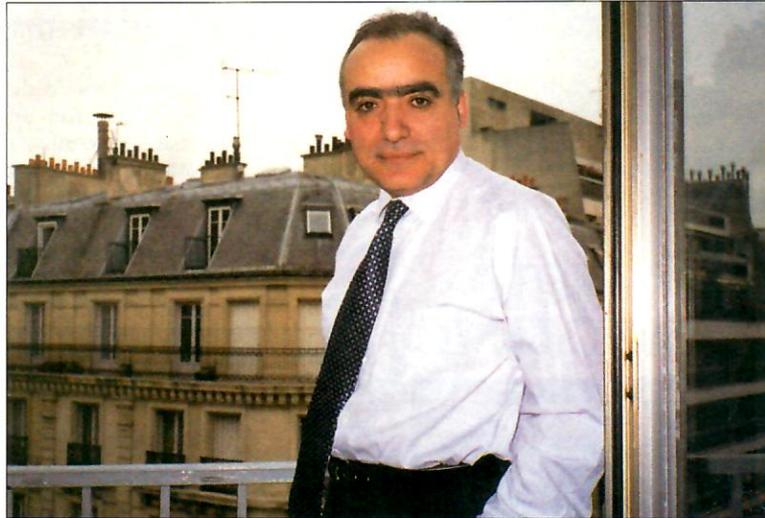
Né au Liban en 1951, à Mazraat Kfardébiane (Kesrouan), il est titulaire d'un doctorat en lettres, d'un doctorat en sciences politiques et d'un DEA en droit. Avant son installation en France, il a enseigné les sciences politiques à l'université Saint-Joseph et à l'université américaine de Beyrouth; a, aussi, été Rockefeller Fellow in International Relations (1981), membre du Social Science Research Council à New York (1985-1990) et co-directeur du programme "State, Nation and Integration in the Arab World" (1986-1991).

Membre du conseil scientifique de l'Institut de recherches sur le Maghreb contemporain (Tunis) et du comité éditorial de plusieurs revues universitaires, il commente, régulièrement, la politique internationale dans les médias.

Son ouvrage le plus récent qui a obtenu trois prix, est: "Appels d'empire": ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation, Fayard, 1996. Il a, également, dirigé

"Démocraties sans démocrates: politiques d'ouverture dans le monde islamique" (Fayard, 1994, traduit en anglais, en arabe et en espagnol), "Proche-Orient: les exigences de la paix" (Complexe, 1994), "The Foundations of the Arab State and The Politics of Arab Integration", (Croom Helm, London, 1990).

Tous ces titres n'ont nullement affecté sa simplicité et sa cordialité. Au début de notre entretien, il dit son attachement viscéral allant au chauvinisme, à son village natal Mazraat Kfardébiane (Kesrouan).



"Kofi Annan a besoin d'activer le rôle de la FINUL au Liban", confie Ghassan Salamé.

LES 20 ANS DE LA FINUL AU LIBAN-SUD

- Comment qualifiez-vous la visite de M. Kofi Annan au Liban?

"La visite de M. Annan au Liban sera importante pour plusieurs raisons: il y a au Liban-Sud cinq mille hommes qui dépendent de lui et il les connaît bien pour avoir été chargé des "Casques bleus" dans le monde durant de longues années.

"M. Annan fait face à un vrai dilemme concernant ces contingents, parce qu'à ce jour, le 20 mars, cela fera vingt ans qu'ils sont installés au Liban, date à laquelle fut votée la résolution 425 par le Conseil de Sécurité.

"Puis, il a deux problèmes à résoudre: M. Annan a, de plus en plus, de peine de trouver une source de financement pour ces hommes, car la communauté internationale depuis quelques années est sollicitée de partout, pour envoyer des "Casques bleus", alors que le budget des Nations Unies est largement déficitaire, parce que les USA ne paient pas leur part, les sommes allouées à la FINUL ayant chuté de 40%.

"Il y a des risques qu'elles tombent encore plus bas, car l'argent des Nations Unies est affecté à beaucoup d'opérations au Cambodge, au Tadjikistan, au Caucase, etc... Pour sept opérations des Nations Unies

les années précédentes, il y en a trente aujourd'hui et le budget n'a pas beaucoup changé. Pour que le secrétaire général puisse convaincre les membres du Conseil de Sécurité de l'ONU et ceux de l'assemblée générale de la nécessité de maintenir la mission de la FINUL au Liban-Sud, il faut qu'il puisse leur montrer leur utilité.

"M. Annan est, donc, très soucieux d'activer le rôle de cette force déployée depuis vingt ans, mais dont l'utilité a été relativement marginalisée, puisqu'elle n'a pas réussi, en 1982, à arrêter les troupes israéliennes lors de l'invasion du Liban et n'a pas réussi non plus à rétablir la paix au Liban-Sud."

LA MISSION DE LA FINUL CONTESTÉE

"Il y a des contestataires qui, à chaque renouvellement tous les six mois du mandat de la FINUL, rétorquent, systématiquement, que c'est de l'argent dépensé pour rien et conseillent de fermer cette fenêtre qui coûte à l'ONU 120 millions de dollars par an, contre 250 millions, il y a quelques années et de retirer ces troupes qui ne servent plus à rien.

"Bien entendu, ceci ne servirait pas les intérêts du Liban, lequel veut que les Casques bleus restent témoins de ce qui arrive dans notre pays. De même, le Liban risque à

n'importe quel moment s'il y a un retrait israélien, d'avoir subitement grand besoin des forces de la FINUL. C'est pourquoi, il préfère qu'ils restent sur place, en espérant que la résolution 425 finira par être appliquée.

"Le deuxième problème réside dans le fait qu'il y a eu des développements sur le terrain. Au début de cette année, le gouvernement israélien a décidé après vingt ans d'attente et de refus, d'accepter la 425. Depuis, les problèmes ont commencé, car les Israéliens n'ont pas accepté cette résolution telle qu'elle a été votée et posent des conditions. Cette résolution exige un retrait immédiat, inconditionnel, non négocié. Or, les Israéliens réclament des arrangements de sécurité en contrepartie du retrait. Tout cela, est contraire au texte de la résolution 425.

"Le Liban refuse la condition israélienne qu'il considère comme un piège destiné à dissocier les positions libanaise et syrienne."

CHANGEMENT DE L'ÉQUATION

Et M. Salamé de conclure: "C'est une phase nouvelle et délicate où M. Annan, sans l'avoir véritablement demandé, ni cherché, mais du fait de la détérioration de la situation au Liban-Sud et du changement de la position israélienne doit, aujourd'hui, s'y impliquer davantage. C'est pourquoi, il n'est pas impossible que cette première visite en Israël et au Liban soit, peut-être, le point de départ d'une revitalisation de son rôle et de celui de la FINUL.

"Une équation nouvelle est en train de s'ouvrir sur ce chapitre. Certes, le fossé reste énorme entre les positions israélienne et libanaise, mais il y a, tout de même, assez de mouvement pour permettre au secrétaire général de tenter d'envisager un rôle pour les Nations Unies."

"La visite de Kofi Annan au Proche-Orient est importante, car contrairement à ce qu'écrit la presse israélienne, ces derniers jours, celui-ci n'est porteur d'aucun plan, mais il va poser une question simple: l'équation ayant empêché l'application de la 425 pendant vingt ans, a-t-elle changé et sommes-nous dans une nouvelle phase?" ■